



Les défis du nouveau millénaire

John Kenneth Galbraith, professeur émérite d'économie, titulaire de la chaire Paul M. Warburg à l'université Harvard, examine les principaux événements du siècle qui s'achève et évoque les défis de demain, dans cette conversation avec Asimina Caminis, rédactrice principale de *Finances & Développement*.

Le professeur Galbraith, économiste de renommée mondiale, s'est distingué aux États-Unis dans la politique nationale et internationale. Il a écrit plus de trente livres, parmi lesquels, *La crise économique de 1929*, *L'ère de l'opulence*, *Le nouvel État industriel*, *Pour une société meilleure*, et, tout récemment, *Name-Dropping: From F.D.R. On*.

Quels sont, à votre avis, les événements les plus importants du XX^e siècle et les principaux défis auxquels nous serons confrontés au début du XXI^e siècle?

Le XX^e siècle a été marqué par trois grandes catastrophes — les deux guerres et la crise des années 30. On peut dire, pour schématiser, que le principal enseignement à tirer des cent dernières années s'exprime en termes des choses à éviter. C'est de la mort et de la faim pendant les guerres, plus que de la crise, que la plupart des peuples ont le plus souffert, du moins dans les régions les plus développées. Dans un monde muni d'armes atomiques, la guerre est ce que nous devons chercher à éviter par-dessus tout. Cet enseignement est éminemment valable pour les États-Unis, eu égard à notre vulnérabilité particulière face à toute utilisation d'armes atomiques (notez qu'une bombe sur le centre de New York dépouillerait un très grand nombre d'individus de leur richesse et en effacerait toute trace). Je commencerai donc par affirmer que nos deux impératifs majeurs sont actuellement d'assurer la paix et d'éviter une autre crise mondiale.

Dans votre livre Pour une société meilleure, vous évoquez à la fois les avantages de la globalisation et les antagonismes potentiels entre celle-ci et les politiques intérieures des États-nations. Les avantages de la globalisation l'emportent-ils sur ses coûts?

Commençons par un point mineur. Je suis conseiller pour l'*American Heritage Dictionary* en matière d'usage linguistique et je n'autorise pas le mot «globalization» qui est très laid! Que nous entretenions des relations internationales plus étroites dans des domaines tels que l'économie, la culture, les arts, les voyages et les communications, je le souhaite ardemment, car l'une des causes des catastrophes du siècle qui s'achève était un nationalisme incontrôlé, dont j'aimerais que l'avenir nous épargne. Le commerce, de même que les échanges culturels et les voyages, atténue ce risque. Si vous êtes une entreprise internationale opérant dans divers pays, vous n'êtes pas enclin à attiser des conflits entre États comme cela fut le cas dans le passé — notamment avant la première guerre mondiale, quand les industries lourdes étaient des alliés militaires des États et des défenseurs du nationalisme. Je suis un fervent partisan du resserrement des relations internationales.

Le mouvement d'intégration croissante des pays dans l'économie mondiale est une évolution qui a suscité certaines craintes — par exemple celle de voir les pays industriels perdre des emplois au profit des pays en développement, dans lesquels la main-d'œuvre est moins chère. Ces craintes sont-elles justifiées? Pensez-vous qu'elles conduiront à un choc en retour?

La destruction d'emplois est inévitable. C'est une donnée avec laquelle nous devons composer. Nous devons avoir à l'esprit, entre autres choses, que cette perte d'emplois profite à des peuples qui ont également grand besoin de travailler et pour lesquels l'emploi est un moyen d'échapper à une pauvreté extrême. Il y a des choses que nous pouvons faire à l'échelle internationale pour soutenir les niveaux de salaires, et j'y suis favorable, mais je suis disposé à accepter un certain degré de transfert de l'emploi en faveur de peuples qui ont encore plus besoin de travailler que nous. Quand nous évoquons les bas salaires en Thaïlande, nous oublions à quel point la situation des peuples qui n'ont pas ces salaires est plus difficile encore.

Comment les pays en développement peuvent-ils réduire leur vulnérabilité au regard des chocs extérieurs à mesure qu'ils poursuivent leur intégration dans l'économie mondiale? Quels enseignements tireriez-vous de la récente crise financière de l'Asie de l'Est?

Ma vision des choses est très différente. Nous devons admettre le caractère inévitable des crises économiques, notamment dans les pays jeunes. L'histoire offre de nombreux exemples de folie financière dans des pays en voie d'industrialisation — entre autres, les colonies américaines ou même les États-Unis du XIX^e siècle; la Grande-Bretagne au XVIII^e siècle au temps de la South Sea Bubble (bulle de la compagnie des mers du Sud); les Pays-Bas durant la «folie des tulipes» qui balaya le pays au XVII^e siècle; la France à l'époque de la grande spéculation sur l'or de Louisiane qui, hélas, n'a toujours pas été découvert. Des crises futures sont à prévoir. Il y a des choses que nous pouvons faire — que le FMI peut faire — pour atténuer les dégâts, mais j'insiste sur deux points : le capitalisme est instable par nature, et il l'est surtout dans sa prime jeunesse. Cela est inévitable.

À la suite de la crise asiatique, la Malaisie, pour ne citer qu'elle, a adopté des mesures de contrôle des mouvements de capitaux, et certains économistes ont commencé à soutenir que ces contrôles pourraient se justifier dans certaines circonstances.

On peut assister dans certaines circonstances à des actions particulièrement téméraires, mais le contrôle des mouvements de capitaux n'est pas chose simple. Je le subordonnerais à un développement des relations internationales impliquant une coopération étroite et des restrictions intelligentes. Nous devrions également avoir conscience du fait que les crises financières ont un aspect utile. En me référant à mon aîné, Joseph Schumpeter — avec lequel j'ai souvent été en désaccord —, je ferai remarquer qu'une crise financière épure le système bancaire, le système industriel et, dans une certaine mesure, le gouvernement de leurs incompétences. C'est une question importante pour les pays anciens comme pour les nouveaux pays, mais surtout pour ces derniers. Cela revient à ce que je préconise depuis longtemps concernant le FMI, dont je suis un tenant convaincu. Je le voudrais plus déterminé dans son «action hygiénique» — remarquez ce mot — à l'égard des banquiers et des hommes d'affaires incompétents et plus bienveillant à l'égard des peuples innocents qui souffrent et dont la demande globale est nécessaire à l'économie.

Dans Pour une société meilleure, vous affirmez que les économies industrielles doivent coordonner leurs politiques sociales et économiques. Quel forum envisagez-vous pour cette coordination?

À l'époque de Bretton Woods, j'étais un jeune rédacteur. J'ai réagi, comme tous ceux de ma génération, avec grand enthousiasme. Je continue de penser que les années qui ont donné naissance au FMI et à la Banque mondiale étaient des années de grande innovation. Et je souhaite que se poursuive le développement, par exemple, de l'Organisation mondiale du commerce, qui dicte les règles communes des échanges internationaux. Je voudrais également constater davantage de coordination dans la science et dans l'orientation des politiques économiques. L'action internationale par le biais de conférences et d'institutions comme le FMI, la Banque mondiale et l'OMC est une part essentielle de l'internationalisme que je préconise. Vous remarquerez que j'utilise le mot internationalisme, et non globalisation.

Quels rôles entrevoyez-vous pour le FMI et la Banque mondiale au XXI^e siècle?

Je vois essentiellement une continuation et une extension de leurs rôles actuels. Les crises requièrent un apport de capitaux et une orientation en faveur de la reprise, qui sont deux fonctions essentielles du FMI. (Je ne veux pas, je le répète, que cela empêche l'effet épurateur des crises, sur lequel j'ai déjà insisté.) Et je souhaite que la Banque mondiale continue de soutenir les flux de capitaux vers les pays pauvres — fonction des plus importantes. Les marchés financiers internationaux n'aident pas suffisamment les pays les plus pauvres, et c'est en ce domaine que l'intervention de la Banque mondiale est requise. L'une des grandes conquêtes du siècle fut la fin du colonialisme. Mais la fin du colonialisme n'a pas mis un terme à la pauvreté, et n'a pas non plus toujours assuré une bonne gestion des affaires publiques.

Pensez-vous que la démocratie soit essentielle au développement et à la croissance économique?

Je crois en l'État démocratique, mais celui-ci, j'en ai conscience, peut masquer une faiblesse des pouvoirs publics ou une absence d'État. Nous devons dépasser la notion de démocratie et exiger également la compétence. J'insiste sur ce point. J'ai déjà dit que, en observant le monde d'aujourd'hui, on constate que la compétence et l'honnêteté des pouvoirs publics sont l'impératif numéro un du développement économique — comme cela a été reconnu en Europe et aux États-Unis au XX^e siècle. L'un des principaux obstacles au développement économique est le gouvernement qui ne sert pas son peuple et qui s'abrite derrière sa souveraineté. Il nous faut reconnaître — à l'échelle des Nations Unies, et non à celle des pays — que la souveraineté peut parfois entretenir de graves souffrances.

Pensez-vous que l'Union économique et monétaire européenne constitue une avancée vers une coordination plus étroite des politiques par les États-nations?

Je soutiens l'UEM — c'est un pas dans la bonne direction. Je soulignerai qu'elle est plus merveilleuse en paroles que dans la réalité, et j'aimerais que celle-ci ne se limite plus à la monnaie commune. Mais, cela étant, je pense que c'est un des phénomènes importants de notre époque.

Vous avez cité l'inégalité du revenu et la pauvreté urbaine comme deux des problèmes majeurs auxquels nous sommes confrontés. Quel rôle devrait jouer la politique économique dans la prise en charge de ces problèmes?

La politique monétaire n'est pas sans importance, mais aux États-Unis, nous avons tendance à trop nous en remettre à elle. Nous rêvons que tout puisse être résolu par le Système fédéral de réserve. C'est être trop optimiste. Pour en revenir à la question principale, l'inégalité et la pauvreté urbaine sont véritablement les deux grands problèmes des pays développés, notamment des États-Unis. Je ne cache pas mon soutien en faveur d'un impôt sur le revenu très progressif, en me gardant d'aller jusqu'à l'affirmation peu sérieuse selon laquelle nous avons besoin d'un taux marginal d'imposition élevé pour que les riches travaillent davantage pour maintenir le niveau de leur revenu disponible. Et j'ai longtemps pensé, comme beaucoup d'autres, qu'un pays riche comme les États-Unis pouvait garantir à chacun un revenu minimum. Certains ne travailleront pas, mais on dit que l'oisiveté est bonne dans une communauté d'abondance — il paraîtrait même qu'elle serait bonne pour un professeur de Harvard. Je ne suis pas aussi épouvanté que la plupart des conservateurs à l'idée qu'on aide les pauvres et que certains, comme on dit, «exploitent le système». Gardons toujours à l'esprit, dans les pays riches, que rien, absolument rien, ne nie plus la liberté de l'individu que le manque d'argent.

Ne risque-t-on pas de voir une part des richesses s'enfuir vers les paradis fiscaux? Et qu'en est-il du prétendu effet sur les investissements d'une hausse des impôts?

La fraude fiscale existera toujours. Mais le fait de se soustraire au système d'imposition sur le revenu grâce aux paradis fiscaux est répréhensible et méprisable, et nous devons faire en sorte qu'il continue d'en être ainsi. Nous devons encore plus nous pencher sur l'origine de ces sommes qui sont détournées vers les paradis fiscaux. Les gens qui gagnent honnêtement leur vie paient généralement des impôts, et cela doit être sanctionné par la loi. Pour le moment, l'effet qui en découle sur les investissements ne m'inquiète pas. La quête de revenu n'est pas affectée par le fait qu'une partie va aux impôts; elle peut en être renforcée. L'opinion contraire est avancée par ceux qui ne veulent pas en payer. Il nous faut reconnaître que certains de nos ouvrages les plus astucieux et les plus engagés traitent des dangers de l'imposition des riches. À ce propos, nous devons prendre davantage conscience de la relation entre revenu et structure d'entreprise. Des revenus très importants sont affichés par les hauts dirigeants d'entreprise qui se trouvent dans la position fort avantageuse de désigner le conseil d'administration qui en fixe le montant. Il ne faut donc pas s'étonner que ce revenu soit très généreux.

Pensez-vous que la nature de l'entreprise changera au XXI^e siècle?

Non, mais nous devrions nous intéresser de plus près à la nature de sa structure.

Admirateur de l'économiste Simon Kuznets, êtes-vous d'accord avec sa théorie selon laquelle la croissance économique dans les pays en développement s'accompagnera nécessairement d'une accentuation de l'inégalité du revenu, du moins au début?

Je suis certain que Simon Kuznets, mon ami très proche et voisin, avait raison. Dans une économie paysanne ou dans une économie agricole simple, comme celles que nous avons connues dans le passé, il y avait une plus grande égalité, souvent une égalité dans la pauvreté; et à mesure que le développement s'étendait, un nombre croissant de personnes échappait à la pauvreté. J'ai grandi dans une communauté agricole au Canada, où les revenus étaient grosso modo égaux. Mais quand les gens ont quitté la ferme pour les affaires, les professions libérales ou d'autres entreprises, l'inégalité du revenu s'est accrue avec l'élargissement des opportunités.

Vous avez déclaré que le PNB et le PIB ne donnent pas une mesure adéquate du bien-être d'un pays; quel paramètre permettrait une mesure plus exacte?

Je vais même beaucoup plus loin. Comme je l'ai dit à d'autres occasions, Florence à son apogée était une ville au produit intérieur brut très faible. Shakespeare venait d'un pays au PIB très bas. Et Darwin, qui a fait plus que tout autre pour changer notre vision de l'existence et des perspectives humaines, venait également d'un pays beaucoup plus pauvre qu'aujourd'hui. Nombre des grandes avancées de l'humanité n'ont guère de rapport avec le revenu. Nous devons toujours avoir cela à l'esprit quand nous observons notre système éducatif. Je suis, de longue date, partisan de l'enseignement de l'économie, mais, par acquit de conscience, je l'ai également été de l'enseignement des arts et des lettres. Je pourrais dire que, personnellement, j'ai eu, somme toute, plus de plaisir à écrire sur l'art que sur l'économie. J'ai travaillé à l'un des ouvrages qui font autorité sur la peinture indienne et j'ai également tiré de l'écriture de romans la plus grande satisfaction de mon existence.

Vous avez écrit plus de trente ouvrages. Travaillez-vous actuellement sur un livre?

Forcément. Le titre provisoire est *The Economics of Innocent Fraud*. C'est un sombre bilan de toutes nos convictions économiques et politiques, qui n'ont aucun rapport avec la réalité des choses. Je commence par montrer comment nous avons renommé le système — parce que le capitalisme rappelait fâcheusement Marx d'un côté, et Rockefeller et Carnegie de l'autre, nous avons opté pour la référence fade et dénuée de sens qu'est le système de marché. Cela ne veut rien dire, mais c'est inoffensif. Et je traite également, entre autres, de la supercherie que l'on appelle travail. Le travail est très bon si on est pauvre, mais, si on est riche, les loisirs deviennent importants. Plus vous aimez ce que vous faites, mieux vous êtes payé. Tel est le débat auquel je me consacre actuellement. C'est ce à quoi je me suis adonné une partie de ma vie — au plaisir d'agacer.

Les prétendues rigidités du marché du travail — salaire minimum, protection de l'emploi, prélèvements de sécurité sociale — sont souvent tenues pour responsables des taux de chômage élevés en Europe, alors qu'on attribue les taux élevés de création d'emplois aux États-Unis à la souplesse des marchés du travail. Cet arbitrage est-il inévitable?

Il faut savoir ce qu'on veut. Si on recherche ce qui produit le taux de croissance maximum et si c'est l'objectif unique

de l'existence, le système social européen peut être qualifié de trop rigide. S'il s'agit de trouver le bonheur et la satisfaction dans la vie, la réponse sera sans doute très différente. Je suis tout à fait disposé à renoncer à une certaine liberté d'entreprise en échange d'une existence plus civilisée, et je ne pense pas, soit dit entre parenthèses, que l'arbitrage soit une très bonne chose. Je suis convaincu qu'il est possible d'avoir aux États-Unis un salaire minimum beaucoup plus élevé sans nuire gravement à la croissance économique — plus probablement sans y nuire du tout. Et j'ai également le sentiment, comme je l'ai dit précédemment, que nous pouvons donner un revenu minimum aux pauvres sans aucun préjudice. Il se peut même que le flux de revenu global, pour utiliser une vieille expression keynésienne, en soit mieux garanti. Les pauvres dépenseront toujours leur argent, les riches pas nécessairement.

L'arbitrage entre l'inflation et le plein emploi est-il inévitable?

Je n'ai jamais minimisé le rôle de l'inflation et je n'ai jamais pensé que le niveau de l'emploi et le taux de croissance pourraient être aussi favorables qu'ils le sont aujourd'hui, avec une si faible inflation. En fait, il semble que cet arbitrage entre croissance, revenu des travailleurs et inflation ne soit plus de mise à l'époque moderne. C'est en tout cas ce que j'espère. Notre taux de production est actuellement très satisfaisant et notre taux d'inflation très bas — situation, je l'ai dit, que je n'avais pas prévue et que très peu d'économistes avaient prévue. Quand quelque chose va bien, il faut en profiter.

Avec l'échec très médiatisé des économies dirigées et de la planification centrale, nombre d'économistes préconisent désormais de réduire le rôle de l'État dans l'activité économique et de donner libre cours aux marchés. Quel serait, à votre sens, le rôle approprié de l'État dans l'économie? Quelles prérogatives peuvent et doivent être laissées aux marchés?

Je ne vois pas guère de parallèle possible entre ce qui est arrivé en ex-URSS et ce qui est nécessaire aux États-Unis. Les habitants de l'URSS ont découvert — comme, du reste, les Chinois — qu'au-delà d'un certain niveau de développement économique, vous faites vivre une population trop importante pour que vous puissiez la contrôler. Les gens veulent participer à l'administration de leur pays, ils veulent la liberté d'expression, et les autres libertés associées au bien-être. C'est ce qui a amené la chute de l'Union soviétique. L'idée qu'il puisse exister un système capable d'imposer le silence aux Américains est complètement folle. Le rôle de l'État ne me préoccupe pas et je le considère comme une question d'ordre purement pratique. Il est des domaines où l'État est absolument essentiel — l'éducation, la santé, le revenu minimum, la sécurité sociale. Il en est d'autres où il abandonne à juste titre la production des biens et services aux entreprises privées. Il ne s'agit pas d'une question d'idéologie — j'insiste beaucoup là-dessus — que l'on ne peut résoudre par des règles générales. Il faut y répondre au cas par cas.

Dans certains pays, des services auparavant fournis par le secteur public ont été privatisés ou sont en passe de l'être.

Je ne serais pas favorable, disons, à la privatisation de l'enseignement. Nous devons nous efforcer d'améliorer la très

grande institution qui existe déjà dans ce domaine, plutôt que d'entreprendre un bouleversement aussi radical que celui de placer nos écoles sous contrôle privé. Je ne chercherais pas pour autant querelle avec quiconque veut envoyer ses enfants dans des universités privées. Je suis le produit de deux universités publiques, mais j'accepte l'existence de l'université Harvard. Là encore, il s'agit d'un domaine où nous devons être guidés non par des formules, une idéologie, mais par ce qui est le plus valable dans les cas concrets.

L'autre tendance que nous observons partout dans le monde est la décentralisation, à mesure que les autorités centrales délèguent une part de leur pouvoir et de leurs responsabilités aux collectivités locales.

Je pense que les décisions de proximité ont souvent bien des mérites.

Les cycles d'expansion et de récession sont-ils une caractéristique inévitable de notre système économique, ou existe-t-il des mesures à prendre pour les atténuer ou les éliminer?

Je considère que le caractère inévitable du cycle conjoncturel, comme on l'appelle, est un fait acquis. C'est notre lot depuis plusieurs centaines d'années, et le fait essentiel, qui est important pour le FMI, est que, comme je l'ai dit précédemment, les périodes fastes engendrent, premièrement, des dirigeants d'entreprise incompetents, deuxièmement, des actions gouvernementales souvent malavisées et, troisièmement, des spéculateurs. Ils travaillent ensemble à l'avènement de la récession, et cela fait partie du système. Mieux nous le comprenons, plus nombreux seront ceux qui se protégeront, mais cet état de fait perdure depuis plusieurs centaines d'années et je ne perçois pas d'évolution notoire. Je pense que nous sommes un peu plus raisonnables qu'autrefois. Après la bulle de la compagnie des mers du Sud, une entreprise formidable a été créée pour drainer la mer Rouge et récupérer le trésor qui y avait été perdu par les Israélites. Ce type d'entreprise n'aurait probablement pas beaucoup de succès aujourd'hui, bien que l'intelligence dans ces domaines vienne très, très lentement. Mais il y a le processus salutaire d'assainissement, et je ne peux que penser qu'il existe maintenant des circonstances qui rendront un jour ce processus nécessaire. À titre d'exemple, y a-t-il quelqu'un qui imagine que nous avons une intelligence suffisante dans le domaine des finances pour gérer la multitude de fonds communs de placement existant actuellement?

Les années 80 sont connues comme la décennie de la crise d'endettement, les années 90 comme celle de l'internationalisme. Quelle sera la marque distinctive du XXI^e siècle?

Je n'attribue pas ces mots à l'une ou l'autre de ces décennies. Tous deux relèvent d'un processus bien plus long et ne peuvent être assimilés à une décennie en particulier. Pour ce qui est de l'avenir, je souhaite une amélioration de la situation des pays les plus pauvres et une stabilité raisonnable dans les pays riches et, comme je l'ai déjà dit, je suis un fervent partisan d'une coopération internationale plus étroite. Je ne veux pas que les peuples se retranchent derrière le nationalisme — et certainement pas derrière un nationalisme tentaculaire. **F&D**